

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 000519 – AMR 23/058/00AU 240/00

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

**COLOMBIE** Les habitants des « *communautés pacifiques* » de San Francisco de Asis, Natividad de María et Nuestra Señora del Carmen, département du Chocó

Personne tuée : Freddy Gallego, dirigeant local

Londres, le 14 août 2000

Des membres d'un groupe paramilitaire ont abattu l'un des représentants de la « *communauté pacifique* » de San Francisco de Asis, dans le département du Chocó, au nord-ouest du pays. Amnesty International éprouve de vives craintes pour la sécurité des habitants de San Francisco de Asis, ainsi que d'autres « *communautés pacifiques* » de la région, qui ont été la cible d'attaques constantes au cours des deux derniers mois.

Freddy Gallego a été enlevé à son domicile le 6 août par des membres en armes du groupe paramilitaire *Autodefensas Campesinas de Córdoba y Urabá* (ACCU, Milices paysannes d'autodéfense de Córdoba et de l'Urabá). Son corps, retrouvé trois jours plus tard, présentait des traces de torture.

Les mouvements de guérilla, en lutte contre les forces gouvernementales et leurs alliés paramilitaires depuis quarante ans, ont fait de la région reculée du Chocó, couverte par une végétation tropicale particulièrement épaisse, un de leurs bastions. Freddy Gallego figurait parmi les milliers de personnes déplacées de cette zone par les formations paramilitaires en 1996. Il avait pris part aux négociations engagées avec le gouvernement pour permettre aux personnes déplacées de regagner la contrée et d'y constituer des « *communautés pacifiques* », dont l'ensemble des parties au conflit étaient censées respecter la neutralité. Il avait quitté la région en 1997, à la suite de menaces de mort, mais avait poursuivi son action depuis la capitale, Bogotá. Il était retourné dans la région dans le courant de l'année 2000.

Les « *communautés pacifiques* » ont été la cible de nombreuses attaques de groupes paramilitaires depuis leur formation, mais ces opérations se sont intensifiées au cours des deux derniers mois.

Quittant le 26 juillet la localité de Tamboral, qui appartient à la « *communauté pacifique* » de Nuestra Señora del Carmen, Antonio Mosquera, exploitant agricole, a entrepris en bateau la descente de l'Atrato pour aller vendre le produit de sa récolte. Des membres d'un groupe paramilitaire ont arrêté son embarcation, se sont emparés de ses marchandises et l'ont abattu. On ignore depuis lors où se trouve son compagnon de route.

Le 16 juillet, José Mosquera s'est rendu à Riosucio pour vendre sa récolte de maïs. Des représentants d'un groupe paramilitaire ont volé le montant de sa recette et l'ont enlevé. Son corps a été retrouvé deux jours plus tard dans l'Atrato.

Le 10 juin, des hommes armés, apparemment membres des ACCU, se sont rendus dans la localité de Buena Vista, qui appartient à la « *communauté pacifique* » de San Francisco. Ils ont agressé Jesús Gil, violé sa femme, puis leur ont tranché la gorge. Non loin de là, ils ont abattu Bernardo Roldán. Depuis lors, on est sans nouvelles de son épouse, Clementina Guisao, et de leur fils âgé de six ans. Luis Amasta et Heriberto Talaigua figuraient également au nombre des victimes.

Une quinzaine de cadavres auraient été retrouvés dans l'Atrato, dans la semaine du 16 au 24 juillet. Certains présentaient des marques de torture.

Le groupe armé d'opposition *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC, Forces armées révolutionnaires colombiennes) a également été à l'origine d'un certain nombre d'attaques contre des membres de la « *communauté pacifique* » de San Francisco de Asis.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

La « *communauté pacifique* » de San Francisco de Asis a été établie en octobre 1997 par les membres de 49 communautés de personnes déplacées résolues à regagner leur foyer dans le département du Chocó, avec le soutien du diocèse d'Apartadó et de l'organisation non gouvernementale colombienne *Centro de Investigación y Educación Popular* (CINEP, Centre de Recherche et d'éducation populaire).

Ces personnes se sont constituées en « *communauté pacifique* » après être parvenues à un accord avec le gouvernement, dont les forces devaient garantir la sécurité dans les régions qu'elles s'approprièrent à rallier. Elles ont prié les groupes armés de respecter le territoire de ces communautés en s'abstenant de s'y introduire.

D'autres « *communautés pacifiques* » ont été formées entre décembre 1998 et février 1999, avec le soutien du CINEP et de la paroisse de Riosucio, notamment Natividad de María (qui regroupe plus de cent familles) et Nuestra Señora del Carmen (représentant quelque 250 familles).

**ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / lettre par avion / aérogrammes / fax / télex (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- demandez instamment l'ouverture d'une enquête exhaustive et impartiale sur la mort, le 6 août, de Freddy Gallego, représentant de la « *communauté pacifique* » de San Francisco de Asis, et sur les attaques dont ont récemment été la cible les « *communautés pacifiques* » de la région ;
- dites-vous vivement préoccupé par la sécurité des membres des communautés de San Francisco de Asis, de Natividad de María et de Nuestra Señora del Carmen, dans le département du Chocó, et exhortez les autorités à prendre toutes les mesures jugées nécessaires par ces personnes pour garantir leur protection ;
- engagez les autorités à prendre des mesures immédiates et efficaces afin de démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux engagements réitérés du gouvernement et aux recommandations formulées par les Nations unies.

**Évoquez également ces sujets de préoccupation auprès des autorités de votre pays – au cours de l'année écoulée, un certain nombre de délégations gouvernementales, informées de la situation à laquelle doivent faire face les « *communautés pacifiques* » du Chocó, ont exprimé leur soutien envers ces initiatives civiles et se sont rendues dans ces communautés ou ont rencontré leurs représentants. Exhortez votre gouvernement à condamner publiquement la dernière attaque en date et à suivre de près les efforts entrepris par le gouvernement colombien afin de veiller à ce qu'elle fasse l'objet d'une enquête exhaustive, que les responsables soient déférés à la justice et que des mesures soient prises en vue de lutter contre les groupes paramilitaires opérant dans la région.**

**APPELS À :**

Président de la République :  
Señor Presidente Andrés Pastrana  
Presidente de la República  
Palacio de Nariño  
Carrera 8 No. 7-26  
Santafé de Bogotá, Colombie  
**Télégrammes :** Presidente Pastrana, Bogotá, Colombie  
**Télex :** 44281 PALP CO  
**Fax :** 57 1 286 7434 / 284 2186 / 337 1351  
**Formule d'appel :** *Excelentísimo Sr. Presidente,* / Monsieur le Président de la République,

Ministre des Affaires étrangères :  
Dr. Guillermo Fernández de Soto  
Ministro de Relaciones Exteriores  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Palacio de San Carlos  
Calle 10 N° 5-51  
Santafé de Bogotá, Colombie  
**Télex :** 45209 MRRE CO  
**Fax :** (57) 1 341 6777 / 282 5802  
**Formule d'appel :** *Sr. Ministro,* / Monsieur le Ministre,

Gouverneur du Département du Chocó:  
Juan B. Hinestroza  
Gobernador del Departamento del Chocó  
Gobernación del Chocó  
Quibdó, Chocó, Colombie  
**Fax :** 57 4 971 1777  
**Formule d'appel :** *Sr. Gobernador,* / Monsieur le Gouverneur,

**COPIES À :**

**Organisation non gouvernementale de défense des droits humains :**

*Centro de Investigación y Educación Popular* (CINEP)  
AA 25916  
Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 25 SEPTEMBRE 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**